

« LA SITUATION PROFESSIONNELLE DES HISTORIENNES AU CANADA » RÉSULTATS DU SONDAGE MENÉ EN 1998 AUPRÈS DES PROFESSEURS ET DES PROFESSEURES DES DÉPARTEMENTS D'HISTOIRE AU CANADA

En 1989, Linda Kealey, professeure au département d'histoire de l'Université Memorial, présentait à la Société historique du Canada un rapport sur le sondage qu'elle avait fait cette année-là sur « La situation professionnelle des historiennes au Canada ». Une première enquête sur le même sujet avait été commandée par la Société historique du Canada en 1977-1978 et avait été dirigée par Judith Fingard, professeure au département d'histoire de l'Université Dalhousie, qui avait également déposé un rapport. Afin de mieux évaluer le chemin parcouru depuis ces deux sondages, on mena, dans les deux langues officielles, un nouveau sondage au printemps de 1998. On envoya 468 questionnaires, dont 238 à des femmes et 230 à des hommes. 55 % des femmes interrogées répondirent au questionnaire, contre 34 % pour les hommes. 62 % des répondants furent des femmes, 38 % des hommes. 89 % des questionnaires ont été complétés en anglais, et 11 % en français. En général, les hommes qui ont répondu au sondage étaient plus âgés que les femmes, tendance qu'avait déjà relevée le Rapport Kealey de 1989.

Les questions du sondage de 1998 étaient presque entièrement calquées sur celles du sondage de 1989, ce qui a permis de faire des comparaisons intéressantes. Toutefois, le questionnaire de 1998 comportait de nouveaux volets traitant entre autres de la situation conjugale, des bourses postdoctorales, des responsabilités administratives et de l'enseignement de l'histoire des femmes.

Nous vous présentons ici les principaux résultats du sondage de 1998.

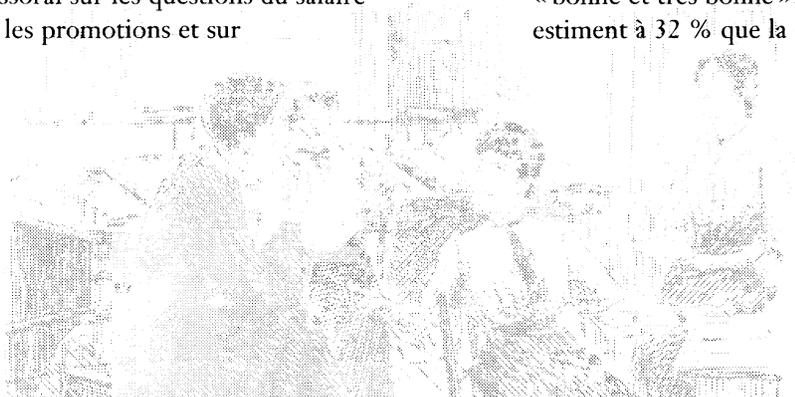
1. Plus de 90 % des répondants avaient un doctorat, le pourcentage étant plus élevé pour les femmes, qui avaient par ailleurs reçu leur doctorat plus récemment que les hommes. 46 % des répondantes et 34 % des répondants avaient obtenu une bourse postdoctorale. Quant au nombre d'années d'études, le sondage de 1998 présente des résultats semblables à ceux du sondage de 1989 : les hommes ont mis 9,2 années après leur baccalauréat pour obtenir leur doctorat, tandis que les femmes ont pris en moyenne 10,6 années.
2. La grande majorité des répondantes travaillent à temps plein; cependant, plus de femmes que d'hommes travaillent à temps partiel, à contrat ou de façon ponctuelle. Cette tendance avait également été relevée dans le Rapport Kealey de 1989. Un nombre plus important d'hommes que de femmes sont titulaires de postes permanents, mais il faut toutefois noter que la situation s'est améliorée pour les femmes : en 1989, 51 % d'entre elles avaient des postes permanents, alors qu'en 1998, ce pourcentage grimpe à 63 %.
3. Près de la moitié des répondantes et seulement 20 % des répondants ont obtenu leur premier poste dans les années 1990. Ces chiffres indiquent que les répondantes sont plus jeunes que leurs collègues masculins et qu'elles ont obtenu leur doctorat plus récemment qu'eux. Ceci pourrait être interprété comme une conséquence de la mise en œuvre dans la dernière décennie de la politique d'équité en matière d'emploi, quoique de nombreuses répondantes aient exprimé des doutes sur l'efficacité de cette politique.
4. Depuis les dix dernières années, les choses n'ont guère changé sur le plan de la hiérarchie professionnelle. S'il y a presque autant d'hommes que de femmes chargés de cours en 1998, on remarque que les femmes sont surreprésentées dans les postes de professeur adjoint et de professeur agrégé, et fortement sous représentées dans les postes de professeur titulaire. La professeure Kealey avait fait une constatation semblable dans son rapport.
5. Les deux rapports de 1989 et de 1998 signalent des différences significatives entre les hommes et les femmes quant à leur cheminement de carrière. Les hommes commencent leur carrière plus jeunes que les femmes et décrochent un poste de professeur adjoint à l'âge moyen de 31,9 ans (34,7 ans pour les femmes), écart qui se maintient tout au long de l'ascension professionnelle, jusqu'au poste de professeur titulaire (les hommes ont alors 43,2 ans, et les femmes 47 ans). Toutefois, les hommes et les femmes gravissent plus

vite les échelons en 1998 qu'en 1989. Ainsi, en 1998, les femmes mettaient environ 12,3 années (comparativement à 14,2 années en 1989) pour passer de professeure adjointe à professeure titulaire; les hommes franchissent ces étapes en 11,3 années en 1998, comparativement à 12,2 années en 1989.

6. 59 % des répondantes déclarent avoir eu des enfants ou s'en être occupées activement; 48 % des hommes affirment s'être occupés activement de leurs enfants. 18 % des femmes et 14 % des hommes expliquent qu'ils ont dû interrompre leur carrière à cause de leurs responsabilités familiales (il ne s'agit pas ici de congé de maternité ou de congé parental). Ces données étant relativement rapprochées, il serait intéressant d'analyser plus à fond, en fonction du sexe, la nature de ces interruptions de carrière, une question qui n'a pas été posée dans le sondage. Quand on leur demande si leur institution offre en matière de congé parental des conditions «supérieures à celles prévues par la loi», les hommes et les femmes répondent de la même façon : 40 % les jugent satisfaisantes et 15 % insatisfaisantes. Par ailleurs, tant les hommes que les femmes, mais les femmes en particulier, se sont dit insatisfaits des services que leur institution offrait en matière de garde d'enfants.
7. La moitié des répondantes, contre 61 % des répondants, rapportent occuper ou avoir occupé différents postes administratifs dans une université. Le nombre de femmes qui font ainsi de la gestion se rapproche donc de celui des hommes. Toutefois, seulement 17 % des femmes, contre 61 % des hommes, ont été directrices de département. C'est d'ailleurs à ce niveau administratif que l'on relève la plus grande disparité entre les hommes et les femmes.
8. En 1998, tout comme en 1989, on a demandé aux répondants et aux répondantes s'ils croyaient qu'il y avait une quelconque discrimination à l'égard des femmes du corps professoral sur les questions du salaire initial d'embauche, sur les promotions et sur

l'obtention des postes permanents. Les femmes ont été un peu moins nombreuses en 1998 qu'en 1989 à rapporter des cas de discrimination sur ces trois points, mais dans les deux rapports, les femmes sont encore beaucoup plus nombreuses que les hommes à croire que la discrimination existe. De même, beaucoup plus de répondantes que de répondants sont d'avis que les femmes ne reçoivent pas la même charge de travail que les hommes, qu'elles ne sont pas traitées de la même façon lorsqu'il s'agit de prendre part à des comités départementaux, et surtout qu'elles se sentent mises à l'écart du réseautage ou des consultations informelles. Finalement, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à penser qu'elles n'obtiennent pas leur juste part de postes administratifs importants et prestigieux, qui sont encore occupés par des hommes.

9. Au chapitre de l'histoire des femmes, 76 % des répondantes donnent ce cours et ce, à tous les cycles d'études universitaires. Il appert qu'il y a - et cela n'a rien de surprenant - un lien direct entre l'embauche de professeures et l'intérêt croissant pour l'enseignement de l'histoire des femmes. Le consensus ne se fait pas quand vient le temps d'évaluer l'importance accordée à l'enseignement de l'histoire des femmes et à la recherche dans cette spécialité. D'une part, près d'un tiers des femmes (28 %), contre 21 % des hommes, trouvent que la situation est «mauvaise» ou «passable»; d'autre part, près de la moitié des hommes (46 %) et un tiers des femmes (31 %) l'estiment «bonne». Seulement 8 % des femmes et 9 % des hommes l'ont dite «excellente». En général, tant en 1989 qu'en 1998, les femmes sont plus pessimistes que les hommes sur cette question, même si elles le sont moins en 1998 qu'en 1989.
10. Les répondants et les répondantes divergent d'opinion sur la situation professionnelle des historiennes. En général, les hommes ont une impression favorable de cette situation, puisque 71 % d'entre eux la jugent «bonne et très bonne». De leur côté, les femmes estiment à 32 % que la situation est «mauvaise ou



passable » et à 63 % qu'elle est de « bonne à très bonne ». Les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes (5,3 % contre 2,4 %) à trouver que la situation des historiennes est « excellente ». En général, comme dans le cas de l'importance accordée à l'histoire des femmes, les femmes et les hommes ont en 1998 une impression plus favorable qu'en 1989 de la situation professionnelle des historiennes. C'est là une des observations les plus encourageantes du sondage de 1998. Il ne faut pas pour autant penser que tous les problèmes sont réglés et que le sexisme en milieu universitaire est chose du passé : au contraire, bien des répondantes estiment qu'il sévit encore et que l'image de l'historien « idéal », « sérieux » ou « modèle » est encore indissociable du sexe masculin.

Ruby Heap, de l'Université d'Ottawa. La *Canadian Historical Review* publiera une analyse plus détaillée du rapport et présentera ses recommandations. On peut se procurer un exemplaire du rapport intégral au bureau de la S.H.C. La version anglaise du présent texte a été publiée dans le dernier numéro du *Bulletin*.

- * The English version of this text was published in the last issue of the *Bulletin*.

CHA/SHC

Canadian Historical Association
Société historique du Canada